

ESPAGNE 19 JUILLET 1936...

Parmi les expériences révolutionnaires que les exploités ont faites pour se libérer de l'oppression capitaliste et étatiste, l'extraordinaire mouvement de nos camarades espagnols de la C.N.T.-F.A.I. en 1936, est remarquable à plus d'un titre.

La classe ouvrière et les paysans d'Espagne, impulsés par l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, ont démontré que la transformation radicale de la société par la gestion directe supprimant le patronat et l'état, est la solution pour répondre à la fausse alternative: fascisme ou démocratie bourgeoise.

Un camarade de la C.N.T. d'Espagne me disait récemment: *«Même après 40 ans, quand on a vécu ce que j'ai vécu en 1936-37 à Barcelone et à Valence, il n'est plus possible de douter de la révolution sociale»*.

Nous disons bien: la révolution sociale, c'est-à-dire celle qui modifie de fond en comble les rapports sociaux, qui reconstruit la société sur des bases entièrement nouvelles, ignorant la propriété privée des moyens de production, et se passant de l'Etat, ce qui est exactement le contraire de toutes les «révolutions» se bornant à changer les équipes dirigeantes. Ce qui est également exactement le contraire de ce que les néo-socialistes et les néo-syndicalistes appellent l'autogestion.

Certes, nous n'avons pas à faire de la révolution anarcho-syndicaliste de 1936-39, le modèle exemplaire à copier en tous lieux et en tous temps: parce que nous sommes anarchistes, nous savons combien il faut se méfier des examens superficiels, mais aussi combien nous devons essayer d'avoir, en permanence, l'esprit critique pour notre mouvement, nos actions.

Que des erreurs aient été commises, c'est certain: aucune entreprise humaine n'en est exempte. Que le phénomène bureaucratique se soit introduit et développé dans les organisations anarchistes est non moins certain. Nous n'avons ni à juger, ni à condamner. Nous avons seulement à ne pas oublier, à ne rien cacher, à ne rien nier, à essayer de comprendre, pour que le mouvement anarchiste international en tire profit.

Mais ce qui nous importe aujourd'hui, à l'occasion du 41ème anniversaire de la révolution de juillet 1936, c'est de faire ressortir ce qui nous paraît essentiel: les adversaires déclarés ou non de l'anarcho-syndicalisme, en l'occurrence la C.N.T. d'Espagne, se complaisent à broder uniquement sur les faiblesses des réalisations révolutionnaires, sur leurs déviations. Il nous appartient, au contraire, de rappeler le plus important, étant bien entendu que ce modeste article n'épuisera pas le sujet (1).

Depuis plusieurs semaines, le mouvement révolutionnaire, et plus particulièrement la C.N.T., la F.A.I., la F.I.J.L. (2), étaient en état d'alerte et avaient mis en garde le pouvoir légal contre l'éventualité du complot armé, fasciste, militaire et clérical.

(1) La documentation est suffisamment abondante, et l'on peut se poser la question: le mouvement anarcho-syndicaliste de France sera-t-il capable d'éditer l'ouvrage indispensable sur la révolution d'Espagne, qui fait cruellement défaut en langue française?

(2) F.A.I.: *Fédération Anarchiste Ibérique*; C.N.T.: *Confédération Nationale du Travail*; F.I.J.L.: *Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires*.

Le 17 juillet 1936, au Maroc espagnol, Franco et ses troupes déclenchent l'insurrection armée contre la république.

En s'adressant par radio à ceux *«qui ont l'amour sacré de la Patrie»*, Franco déclare: *«C'est l'Espagne entière qui se dresse en réclamant la paix, la fraternité et la justice; dans tout le pays, l'armée, la marine et les forces de l'ordre public se lèvent pour défendre la patrie. L'énergie qu'elles montreront dans le maintien de l'ordre, sera à la mesure de la résistance qui leur sera opposée»*.

Le 18, le gouvernement républicain minimise l'importance du soulèvement marocain et déclare: *«Que personne, absolument personne ne s'est associé dans la péninsule à cette entreprise absurde»*.

La même journée, les militaires se soulèvent à Pamplune, Saragosse, Burgos, Valladolid, Séville !...

Les partis du Front populaire, le parti communiste et le parti socialiste publiaient conjointement le communiqué suivant: *«Le moment est difficile, mais pas désespéré. Le Gouvernement est sûr de posséder les moyens nécessaires pour faire échouer cette tentative criminelle. Au cas où ces moyens seraient insuffisants, la République a la promesse solennelle du Front Populaire. Celui-ci est décidé à intervenir dans la lutte à partir du moment où son aide lui sera demandée. Le Gouvernement commande et le Front Populaire obéit»*.

Dans l'après-midi de la même journée, le gouvernement se veut toujours aussi rassurant: *«Le Gouvernement prend de nouveau la parole pour confirmer l'absolue tranquillité de la situation dans toute la Péninsule. Le Gouvernement, en remerciant les offres de soutien qu'il a reçues, déclare que le meilleur appui que l'on puisse lui apporter est de garantir la normalité de la vie quotidienne, afin de donner un exemple élevé de sérénité et de confiance dans les moyens du Pouvoir»*.

Les anarchistes, eux, savent que le moment n'est pas à l'hésitation.

Parce que l'analyse de la situation et les renseignements pris ne laissaient planer aucun doute, les militants de la FAI. et de la C.N.T. avaient décidé, dès le 12 juillet, que leurs groupes armés veilleraient en permanence près des casernes: *«Le 18 juillet, au soir, au micro d'Union Radio de Madrid, le Comité National de la C.N.T. déclare la grève générale révolutionnaire et demande à tous les organismes confédérés, aux militants, de rester en contact étroit et de veiller l'arme au bras, à l'intérieur des locaux»*.

Les positions sont donc clairement définies: ce qui s'affronte en Espagne, ce n'est pas la légalité républicaine, contre les factieux, c'est la classe ouvrière et la révolution contre le fascisme.

C'est la première leçon qui nous vient de ce mois de juillet 1936. En Italie, Mussolini a pris le pouvoir parce que le mouvement révolutionnaire organisé est trop faible. En Allemagne, Hitler prend le pouvoir pour les mêmes raisons, et parce que les puissants partis ouvriers, socialistes et communistes, enlisent la classe ouvrière dans des voies de garages. En France, la classe ouvrière fait confiance aux partis du front populaire, et n'essaie pas de transformer sa grève générale de juin 1936 en révolution sociale.

En Espagne, le prolétariat des usines et des champs est très fortement influencé par l'anarchisme, et les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. sont solidement organisés. Depuis l'implantation des groupes de la Première internationale, des générations de militants ont bâti un mouvement ouvrier d'action directe, fédéraliste, indépendant et autonome, qui a toujours su conjuguer l'action revendicative avec le projet révolutionnaire, qui a expliqué sans relâche que la lutte du prolétariat pour déboucher sur l'organisation de la société sans classe et sans état, ne peut pas passer par les voies parlementaires. Un mouvement ouvrier qui a réalisé un effort de culture extraordinaire et sans doute unique, parce que les militants savaient que c'est la condition indispensable à la véritable indépendance de classe. Un mouvement ouvrier qui, à travers la *Confédération National del Trabajo*, a toujours mis en pratique la devise de la Première internationale: *«L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même, ou ne sera pas»*.

C'est parce que ce mouvement ouvrier et révolutionnaire existait, que la seule réponse efficace au fascisme a été possible: transformer l'action de défense des libertés démocratiques en offensive révolutionnaire pour changer fondamentalement l'ordre des choses.

Dans les milieux gouvernementaux c'est l'affollement: d'un côté la subversion fasciste, de l'autre, une classe ouvrière décidée à s'armer, et qui a souvent démontré sa volonté d'émancipation totale. Le 19 juillet «*Solidaridad Obrera*» organe de la C.N.T., paraît à Barcelone copieusement censuré! Un manifeste du comité régional de la C.N.T. lance l'appel à l'action:

«...La réaction, militaires, civils, curés et haute banque, tentent d'implanter le fascisme au moyen de la dictature militaire. Nous, C.N.T. de Catalogne, conséquents avec notre orientation antifasciste et révolutionnaire, lançons le mot d'ordre de grève générale révolutionnaire pour l'instant précis où une tentative de soulèvement aurait lieu en Catalogne... Vive la C.N.T.! Vive le communisme libertaire! Face au fascisme, grève générale révolutionnaire».

Le simple rappel des événements survenus dans les heures et les jours suivants nécessiterait à lui seul plusieurs numéros de «*L'Anarcho-Syndicaliste*».

L'évolution sera différente selon les régions. Les contacts, entrevues, négociations se multiplient entre les organisations syndicales, politiques et le gouvernement.

Mais ce qui est caractéristique de toutes ces journées de fièvre, et qui est la seconde grande leçon que nous pouvons en tirer, c'est que partout où la classe ouvrière n'a pas attendu, là où elle n'a fait confiance qu'à ses forces propres, là où les militants de la F.A.I. et de la C.N.T. n'ont pas tergiversé avec les autorités locales et régionales, là où il n'y a pas eu temporisation, en règle générale, l'insurrection fasciste a été militairement battue, en très peu de temps.

C'est certainement en Catalogne et à Barcelone que l'action du prolétariat a été la plus rapide, la plus radicale.

Les entrevues entre la généralité et la puissante C.N.T. ne donnent pas de résultats concrets: le pouvoir n'accepte pas d'armer la classe ouvrière, car H. Companys (3) semble parfaitement conscient du danger fasciste, il sait aussi qu'armer la classe ouvrière, c'est armer la C.N.T. et la F.A.I., c'est-à-dire armer la révolution sociale.

Ce sont donc les syndicats C.N.T. qui décideront de prendre les armes là où elles sont.

Le 19 juillet 1936, à 4 heures du matin, les troupes des généraux factieux sortent des casernes pour s'emparer, selon un plan soigneusement préparé, des points stratégiques.

Mais la classe ouvrière veille: Barcelone se hérissé de barricades, la grève générale se propage comme une traînée de poudre: les fascistes ne passeront pas. Les combats dureront deux jours. Au soir du 20 juillet, le soulèvement militaire est définitivement écrasé à Barcelone, la C.N.T. et la F.A.I. sont pratiquement maîtresses de la Catalogne et Companys pourra dire au Comité Régional de la C.N.T., dans une déclaration historique:

«Je dois avant tout vous dire que la C.N.T. et la F.A.I. n'ont jamais été traitées comme leur véritable importance leur en donnait droit. Vous avez toujours été durement poursuivis. Et moi, qui auparavant avait été avec vous, je me suis vu forcé par les réalités politiques à vous faire face et à vous poursuivre.

Vous êtes aujourd'hui les maîtres de la ville et de la Catalogne, car vous seuls avez vaincu les militaires fascistes, mais j'espère que vous ne vous blesserez pas si je vous rappelle que ne vous a pas fait défaut l'aide des hommes loyaux de mon parti, qu'ils aient été nombreux ou non, ainsi que celle des gardes civils et des "mozos de escuadra" ().*

Mais la vérité c'est que, durement persécutés jusqu'à avant-hier, vous avez vaincu les militaires et les fascistes. Je ne peux donc pas, en vous connaissant comme je vous connais, employer un autre langage que celui de la sincérité: Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir. Si vous n'avez pas besoin de moi, si vous ne me voulez pas comme président de la Catalogne, dites-le moi maintenant, et je ne serai qu'un soldat de plus dans la lutte antifasciste. Si, au contraire, vous croyez qu'à ce poste, où je me serais fait tuer dans le cas où le fascisme aurait triomphé, je peux, avec les hommes de mon parti, mon nom et mon prestige, être utile dans cette lutte qui se termine aujourd'hui à Barcelone, mais dont

(3) Président de la Généralité de Catalogne.

(*) Hommes d'escouade ou d'escadre. Note A.M.

nous ne savons pas quelle en sera l'issue lorsqu'elle s'étendra au reste de l'Espagne, vous pouvez compter sur moi et sur ma loyauté d'homme et de chef de parti, convaincu qu'aujourd'hui meurt tout un passé de honte et qui désire sincèrement que la Catalogne marche en tête des pays les plus avancés en matière sociale».

De son côté, «*L'Esquerra*», journal des républicains de gauche, explique: «*Le mardi 21 au soir, à Barcelone la situation était véritablement tragique. L'armée n'existait plus. Les organes de la Généralité s'étaient totalement confondus avec le peuple en lutte*».

On ne peut mieux traduire le désarroi politique de la bourgeoisie catalane!

En tenant compte des particularités régionales, et sans négliger l'ensemble des facteurs qui interviennent, on peut néanmoins dire que l'État républicain espagnol est disloqué, qu'il est incapable de résister à la poussée fasciste, et que la seule force capable de s'opposer à la réaction, est la classe ouvrière avec ses organisations.

C'est ce qu'elle va faire, avec la C.N.T. et la F.A.I. qui jettent toutes leurs forces dans la bataille.

Commence alors pour nos camarades la première expérience d'envergure qui va confronter l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme aux réalités.

L'Ukraine des maknovistes, Cronstad, n'ont pas la même signification pour la simple raison que le mouvement anarchiste y était beaucoup plus faiblement organisé.

Mais en Espagne, l'anarcho-syndicalisme va prouver, dans les faits, pratiquement que la propriété privée des moyens de production et l'état abolis, la classe ouvrière, les paysans, sont capables d'organiser, de gérer directement la production. Dans les services publics, dans les entreprises, dans les champs, les travailleurs, avec leurs syndicats, ou avec les comités désignés par eux, exproprient, prennent possession de l'outil de travail. Dans les communes, dans les quartiers des grandes cités, les comités antifascistes contrôlent effectivement la vie publique.

Les anarchosyndicalistes ne sont pas seuls: l'U.G.T., le parti socialiste sont également présents et largement représentés dans certaines régions.

Mais une chose est certaine: l'impulsion révolutionnaire des travailleurs, leur détermination pour transformer la société est essentiellement due à l'influence du mouvement libertaire.

Cette action révolutionnaire du prolétariat ne se bornera pas à défendre les libertés.

Partout où ils l'ont pu, en Catalogne, en Aragon, en Castille, en Andalousie, à Valence, les comités de gestion, élus par les travailleurs, les syndicats de la C.N.T. et quelquefois ceux de l'U.G.T., réquisitionnent les usines, les mines, les transports, les services publics, s'enparent des terres.

Ils collectivisent, ils socialisent, ils mettent en place les organismes fédérateurs, qui coordonneront la production et les systèmes d'échanges.

A travers la *Fédération régionale des Collectifs Agricoles d'Aragon*, au moyen des conseils économiques dans l'industrie, ou avec les milices ouvrières contrôlées par la C.N.T. et les autres formations antifascistes, la révolution sociale la plus complète que le prolétariat ait jamais entreprise prend son essor en Espagne.

Elle sera vaincue, militairement, en 1939, par la coalition Franco-Hitler-Mussolini, par la honteuse abstention des démocraties, par la trahison et le sabotage systématique des staliniens.

Après 37 années de terrorisme franquiste permanent, après une clandestinité que des milliers de militants ont payé de leur liberté, de leurs vies, sans que jamais l'espoir ne soit totalement perdu, malgré la répression sanglante, voilà que le mouvement ouvrier espagnol se reconstruit.

Dans plusieurs numéros de ce journal nous nous sommes faits l'écho des efforts et des succès de la C.N.T. dans sa phase actuelle de reconstitution.

Nous sommes totalement solidaires de ces efforts. Et nous persistons à penser que la meilleure façon d'être solidaire, c'est de renforcer le courant anarcho-syndicaliste en France, c'est de faire connaître dans le mouvement ouvrier français la C.N.T. d'Espagne, totalement ignorée ou calomniée, par le mouvement syndical de ce pays, à l'exception de F.O. qui a souvent manifesté sa solidarité active aux militants de la C.N.T. en exil, et qui est la seule centrale syndicale européenne à reconnaître la C.N.T. d'Espagne comme une authentique organisation ouvrière.

Nous aurons l'occasion de revenir sur le problème espagnol. Dans un prochain article nous examinerons plus en détail ce que furent les réalisations économiques et sociales des anarcho-syndicalistes en Espagne. Cela aussi, c'est de la solidarité, surtout à une époque où la confusion est telle que de nouveaux penseurs du socialisme, trouvant leur inspiration dans les enseignements de l'église catholique, prétendent «auto-gérer» la société, sans toucher à la propriété privée des moyens de production et à l'Etat.

J. SALAMERO.
